

# **L'Europe, nouvel espace du dialogue social**

**Les partenaires sociaux  
acteurs de la construction  
européenne**

**IIIème Forum du Dialogue Social, Nouméa  
14 novembre 2008**

# Qui sont les partenaires sociaux européens ?

- CES/ETUC (+Comité de liaison Eurocadres/CEC)
  - Businessseurope (+UEAPME)
  - CEEP
- 
- 12 Fédérations syndicales professionnelles et 56 Fédérations d'employeurs

# La CES en quelques chiffres

- 36 pays
- 81 Confédérations nationales
- 12 Fédérations professionnels
- 40 Comités Syndicaux Interrégionaux
- 842 Comités d'Entreprises Européens
- + de 60 millions de membres

# 82 Confédérations



# Businessseurope

## Secteurs privés

- 34 pays
- 40 Confédérations
- Coordination de 12 principales industries dans Alliance for une industrie européenne compétitive
- 60 groupes de travail= 1.200 experts
- UEAPME: regroupe les associations d'employeurs des PME de 27 pays

# CEEP

Entreprises à participation publique et d'intérêt économique général

- 21 Sections nationales
- 2 membres directs:
  - HOSPEEM (Association européenne des employeurs des hôpitaux et Centres de santé)
  - EBU (European Broadcasting Union)

# Les valeurs fondamentales du modèle sociale européen

- - Paix et démocratie
- - Promotion d'un modèle social européen sur 3 éléments :
  - - Cohésion économique et sociale
  - - Solidarité
  - - Qualité des relations sociales

# Un dialogue social en évolution permanente

- - 1985-1989:l'initiation
- - 1989-1991:de lobbyistes à acteurs
- - 1991-2001:la mise en œuvre négociée
- - 2001-2008....: autonomie et responsabilité

# Première étape: l'initiation

- Avant 1985: CECA, Agriculture, Transports
- Delors lance le DS avec la CES et l'UNICE/CEEP en 1985 (en complément du Livre Blanc sur la réalisation du Marché Intérieur)
- Apprentissage de la négociation: avis communs, recommandations, déclarations...et compréhension des cultures nationales de négociation

# Deuxième étape: le passage à l'acte

- En 1987 l'Acte Unique introduit la majorité qualifiée et en 1989 la Charte des droits fondamentaux des travailleurs et le programme d'action social relancent la politique sociale communautaire
- Négociation de l'accord du 31 octobre 1991 comme contribution au Traité de Maastricht (1993), les partenaires sociaux passent du statut de lobbyistes au statut d'acteurs et de « producteurs » de normes

# Une reconnaissance institutionnelle forte

## ■ Article 138 du Traité

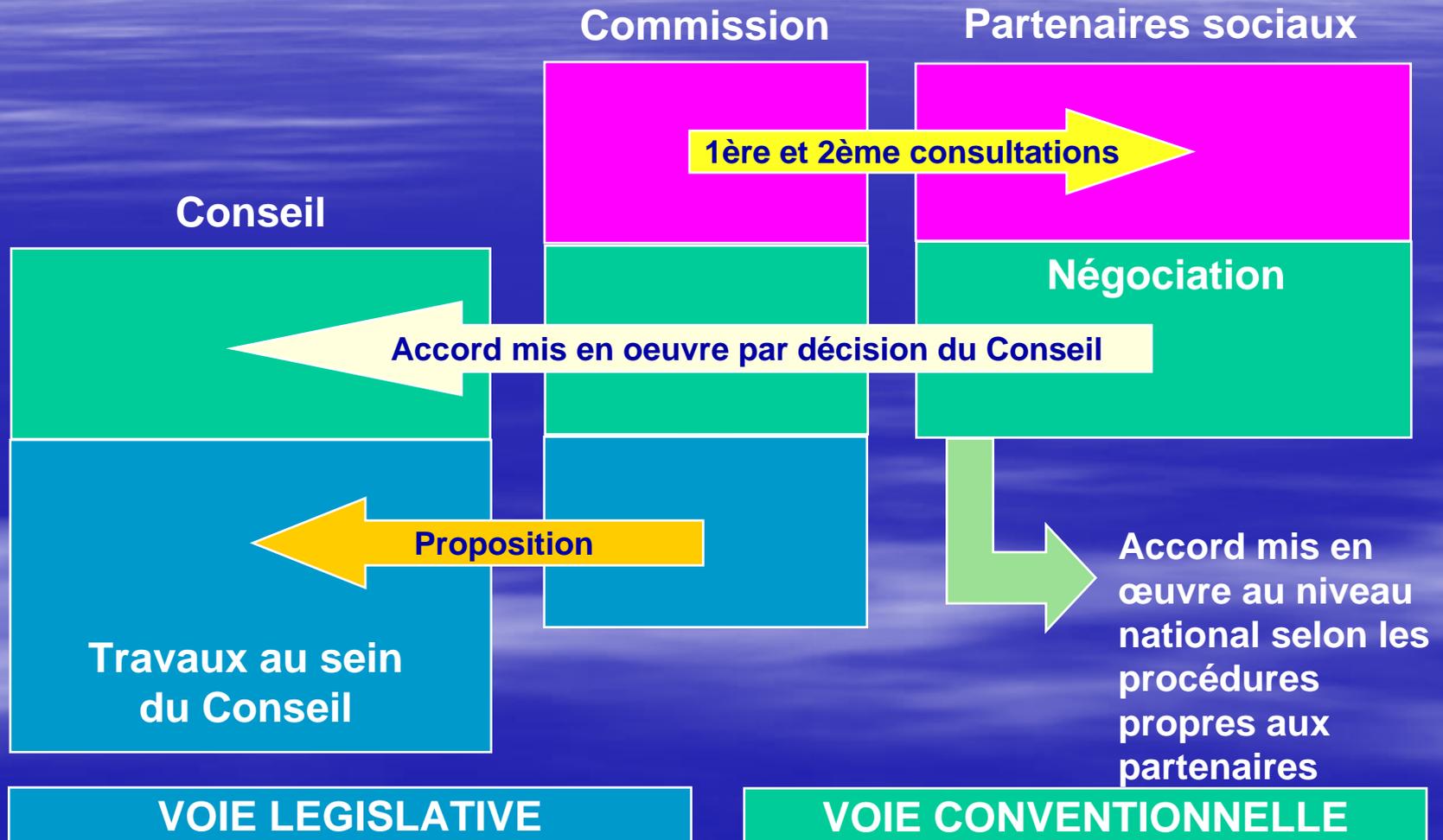
- La Commission a la responsabilité de promouvoir la consultation des partenaires sociaux au niveau communautaire et de prendre les mesures pour faciliter leur dialogue...;
- La Commission doit consulter les partenaires sociaux en premier
- Les partenaires peuvent s'engager dans un dialogue

# Une reconnaissance institutionnelle forte

## ■ Article 139

- Le Dialogue au niveau communautaire entre les partenaires sociaux peuvent conduire, si ils le souhaitent, à des relations contractuelles incluant des accords;
- La mise en œuvre peut être faite soit au travers d'un instrument communautaire soit par voie nationale.

# Les Articles 138 et 139 du Traité



# Les formes du Dialogue et de la Concertation Sociale

- **Tripartite**
- **Sommets sociaux et Groupes de Haut Niveau**
  - Sommet de printemps avec le Conseil Européen
  - Dialogue Macroéconomique avec la BCE
  - Dialogue sur l' Education et sur l'Emploi avec les Conseils concernés
- **Fondations and Agences**
  - Dublin, Bilbao, Thessalonique
- **Bipartite**
- **Dialogue Social au niveau interprofessionnel**
- **Dialogue social au niveau sectoriel**
- **Comités d'Entreprises Européens et accords transnationaux**

# Les autres formes du dialogue social et civil

- **Le Comité Economique et Social Européen**
  - Créé par le Traité de Rome en 1957
  - 344 membres représentant les différentes composantes de la société civile organisée
  - Une institution consultative pour la Commission, le Parlement Européen, le Conseil et les Présidences en exercice
  - Une capacité d'avis d'initiative

# Troisième étape: la mise en œuvre législative: interprofessionnelle

- Négociation de normes minimums:
  - Accords/directives
    - Congés parental (1995)
    - Temps partiel (1997)
    - Contrat à durée déterminée (1999)
  - Echec sur le travail intérimaire (2001)  
directive adoptée en juillet 2008

# Mise en œuvre autonome: interprofessionnelle

- Accords mis en œuvre par voie contractuelle
  - Télétravail (2002)
  - Stress (2004)
  - Harcèlement et Violence sur le lieu de travail (2007)
- Accords sur la méthode ouverte de coordination
  - Formation professionnelle
  - Égalité professionnelle

# Evolution du dialogue social sectoriel

- En 1998: 9 Comités paritaires
- En 2008: 36 Comités du Dialogue Social Sectoriels avec des résultats divers et de + en + nombreux: code de conduite, modernisation du travail, formation professionnelle, égalité des chances, bases de données, conditions de travail...
- En 2008: + de 800 Comités d'Entreprises Européens: espace d'information, consultation, concertation, et anticipation

# CDS Sectoriels

- Acier
- Commerce
- Banques
- Bois
- Chaussure
- Construction
- Chantiers navals
- Football professionnel
- Nettoyage industriel
- Gouvernement régional et local
- Navigation intérieure
- Industrie chimique
- Industrie extractive
- Pêche
- Postes
- Restauration collective
- Textile et Habillement
- Télécommunications

- Chemins de fer
- Aviation Civile
- Assurances
- Audiovisuel
- Ameublement
- Agriculture
- Electricité
- Hôpitaux
- Horeca
- Gaz
- Transports routiers
- Transport maritime
- Spectacle vivant
- Travail intérimaire
- Sécurité privée
- Tannerie et Cuir
- Services aux personnes
- Sucre

# La mise en œuvre législative: sectoriel

- Temps de travail des marins (1998)
- Temps de travail dans les transports aériens (2000)
- Temps de travail des travailleurs mobiles dans le cadre de services transfrontaliers interopérable (2005)

# Mise en œuvre autonome: sectorielle

- Accord sur la licence européenne pour les conducteurs de services de transports transnationaux interopérable (2004);
- Accord multisectoriel sur l'utilisation de la silice cristalline (2006)

# Vers plus d'autonomie ?

- Le programme 2006-2008 avec une négociation sur l'actualisation de la Directive sur le congé parental et une négociation volontaire sur formation et inclusion;
- un troisième programme en préparation 2009-2011;
- Implication plus forte dans le processus de Lisbonne;
- Problème de l'actualisation de la Directive sur les CEE

# Les nouveaux espaces

- L'élargissement à 27 a créé une situation très forte d'adaptation et d'intégration de la plupart des nouveaux pays avec des structures de représentation en particulier patronales très faibles et dimension contractuelle insuffisante
- Le renforcement du dialogue social sectoriel et dans les entreprises transnationales
- La Responsabilité Sociale des Entreprises